

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juillet 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

**Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier relatif à l'accompagnement à la démarche
climat-air-énergie dans le cadre d'un renouvellement de labellisation -
Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont été labellisées 3 étoiles « Climat-Air-Energie » dans une démarche mutualisée en novembre 2019, alors nommé « *label Cit'ergie* ». Ce label est obtenu pour une durée de quatre années et doit donc être renouvelé via l'accompagnement d'un Conseiller agréé par l'ADEME.

Dispositif européen porté en France par l'ADEME, la démarche « Climat-Air-Energie » est un programme de management et de labellisation qui récompense les collectivités pour la qualité de leur politique climat-air-énergie appliquée à elle-même, c'est-à-dire à leur gouvernance, à leur patrimoine, à leurs services, à leurs matériels et aux flux qu'elles émettent ou génèrent. Ce label est destiné aux communes et intercommunalités qui s'engagent dans un processus d'amélioration continue dans les 6 domaines suivants :

- Planification territoriale ;

- Patrimoine de la collectivité ;
- Approvisionnement en énergie, eau et assainissement ;
- Mobilité ;
- Organisation interne ;
- Coopération et communication.

La démarche « *Climat-Air-Energie* » permet donc aux collectivités de piloter leur transition écologique et ainsi, d'agir pour plus de durabilité et d'attractivité sur leur territoire. L'obtention du label est aussi un moyen de valoriser leur engagement et leur progression auprès des citoyens. C'est également un outil de suivi de la mise en œuvre du Plan Climat Air-Energie Territorial de la Métropole de Montpellier arrêté le 22 mars 2022.

Compte tenu de la mutualisation des services entre la Ville et la Métropole et de la volonté politique de faire de la transition écologique et énergétique une priorité pour les deux collectivités, il existe un intérêt économique et stratégique d'inclure dans un même dossier de consultation l'accompagnement à la démarche de renouvellement du label via un groupement de commandes prévu par le Code de la commande publique dans son article L.2113-6.

La Métropole est désignée coordinatrice du groupement. Le coût pour la Ville de cette mission d'accompagnement à la démarche de renouvellement du label est estimé à 8 000 € HT en 2023 puis à 800 € HT par an pour les 3 années suivantes du marché, soit au total environ 11 000 € HT. A noter que l'ADEME peut subventionner cette démarche à hauteur maximum de 70% de ce coût.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commande entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de groupement 3M-Ville

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-199296-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.